



## Pour l'avenir de la Fonction publique et de ses agent-es !

L'importante journée d'action et de grève des agent-es du 9 mai dernier à l'appel des organisations syndicales CFDT, CFTC, CFE-CGC, CGT, FAFP, FO, FSU, Solidaires et UNSA a permis de dénoncer le projet de loi de *transformation de la Fonction publique* lourd de conséquences négatives tant pour les agent-es que pour les usager-es.

Les annonces récentes sur les 120 000 suppressions d'emploi qui ne seraient plus l'objectif du gouvernement et sur la mise en place d'une prime de précarité constituent des inflexions positives à mettre au compte de la large unité syndicale et de la mobilisation.

Mais, sur l'essentiel du projet de loi, à ce jour, le gouvernement n'a pas répondu aux légitimes inquiétudes des organisations syndicales par exemple sur les nouvelles instances de dialogue social prévues ou encore sur le recours accru au contrat et il ne tient aucunement compte de leurs propositions.

Si ce projet de loi était adopté par le Parlement, il aurait des répercussions graves sur la qualité du service public, sur l'exercice des missions publiques et sur les conditions de travail des agent-es.

A la veille d'un rendez-vous salarial, les organisations syndicales exigent une politique salariale qui permette de reconnaître mieux le travail, les qualifications et l'engagement professionnel de toutes et tous les agent-es. Elles revendiquent une amélioration des salaires de toutes et tous les agent-es qui passent par le dégel du point d'indice et des mesures générales ainsi que par la suppression du jour de carence.

Les organisations syndicales CGT, UNSA, FSU, Solidaires, CFE-CGC, CFTC, FAFP de la Fonction publique affirment de nouveau leur attachement aux valeurs du service public et à une Fonction publique au service de toutes et tous, porteuse de l'intérêt général. Elles appellent les agent-es à se mobiliser les 27, 28 et 29 mai par des initiatives et actions diverses (conférences de presse, rencontres avec les élu-es, débats, rassemblements...), et particulièrement le 28 mai jour du vote du texte par l'Assemblée nationale, pour dire non à ce projet de loi de *transformation de la fonction publique* et exiger une revalorisation salariale pour toutes et tous les agent-es.

**Les Lilas, le 17 mai 2019**